



SERVICE INDUSTRIEL DE
L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 134 AIA-CP/6400/25

Version: SI

CCTP pour les sites de ⁽¹⁾

AB ☐

BR ☐

BX ☐

CF ☐

CP ☒

DS ☐

OBJET

FOURNITURE ET INSTALLATION DE SORBONNES AVEC ARMOIRES DE SECURITE VENTILEES ET LEURS EXTRACTIONS

DRC – Groupe Composites - Equipementiers

N° marché

Autres références

Résumé

Ce document constitue le cahier des clauses techniques particulières pour la fourniture, l'installation et la mise en service de deux sorbonnes avec armoires de sécurité ventilées pour le service équipements du groupe composites rattaché à la Division Radômes et Composites (DRC) sur le site de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique (AIA) de Cuers-Pierrefeu.

Entité émettrice : 6400

Mots-clés : sorbonne, armoire, sécurité, aspiration

APPROBATION

Rédigé par

Responsable assurance qualité
fournisseurs

Approuvé par
Sous-Directeur Technique AIA-CP

Nom : N. BEDREDDINE

Nom : FEMERY Morgane

Nom : C.V GOUDOU Alexandre

date :

Nas Bedreddine
Responsable BEMT /
Chef Grpe Technologies
2025.06.04 10:36:41
+02'00'

date :

Morgane
FEMERY

Signature numérique de
Morgane FEMERY
DN: cn=Morgane
FEMERY, o=DRC,
email=morgane.femery@
ntradelgouv.fr, c=FR
Date: 2025.06.04 10:41:28
+02'00'

date :

12/06/25

Nom du prescripteur : HERNANDEZ L.

Diffusion version approuvée

- Externe :
- Interne : 6000 – 6400 – Sat DRC
Entité d'achat ULHA



SERVICE INDUSTRIEL DE
L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE

Cahier des clauses techniques particulières

CCTP n° 134 AIA-CP/6400/25

Version: SI

Synthèse des évolutions du document

Indice	Date	Paragraphes modifiés	Synthèse et justification de la modification
SI			Création

SOMMAIRE

1. OBJET ET DESTINATION	4
1.1- Objet	4
1.2- Destination	4
2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE	4
2.1- DOCUMENTS GENERAUX	4
2.2- TERMINOLOGIE	5
3. EXPRESSION DU BESOIN	5
3.1- Exigences fonctionnelles	5
3.1.1- Spécifications techniques	6
3.1.2- Formation des utilisateurs	6
3.2- Sûreté de fonctionnement	6
3.3- Exigences particulières	6
3.3.1- Exigences liées au site	7
3.3.2- Exigences SST et ENV	7
3.3.2.1- Exigences relatives aux protections des infrastructures	10
3.3.2.2- Exigences relatives aux nuisances	10
3.3.2.3- Exigences environnementales	10
3.3.2.4- Exigences relatives à l'incendie	10
3.3.2.5- Exigences relatives au niveau sonore	10
3.4- Clauses définissant les contraintes techniques	11
3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation	11
3.4.2- Exigences concernant la documentation	11
3.4.3- Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation	11
3.4.4- Performance de sécurité de l'information	11
3.4.5- Exigences concernant le champ d'action de la prestation	11
3.5- Exigences d'assurance de résultats	11
3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation	11
3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit	11
3.6- Conditionnement et transport	11
3.7- Conditions de garantie	12
4. EXIGENCES DE MANAGEMENT	12
4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation	12
4.1.1- Management / organisation de la prestation	12
4.1.2- Gestion de la configuration	12
4.1.3- Protection de la prestation	12
4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances	12
4.3- Système de management de la qualité	13
5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE	13
5.1- Responsabilités, planification, communication	13
5.2- Management des ressources	13
5.2.1- Ressources humaines	13
5.2.2- Maîtrise des autres ressources	13
5.3- Réalisation du produit	13
5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants	13
5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client	13
5.3.3- Maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure	13
5.4- Mesures, analyse et amélioration	13
5.4.1- Surveillance et mesures	13
5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme	13
6. DOCUMENTATION	14

1. OBJET ET DESTINATION

1.1- Objet

Dans le cadre de ses activités, la Division Radômes et Composites réalise des opérations de maintenance qui nécessitent la mise en œuvre de matériaux organiques tels des adhésifs, mastics, résines et autres produits bi-composants. Ces produits sont susceptibles d'émettre des vapeurs toxiques qui doivent être captées à la source pour éviter d'être inhalées par l'opérateur ou diffusées dans l'atelier.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières décrit toutes les obligations techniques contractuelles concernant la fourniture, l'installation et la mise en service de deux sorbonnes, de leurs extractions, et des armoires de sécurité ventilées.

1.2- Destination

Ces moyens sont destinés à couvrir les besoins des équipes du groupe composites, amenées à travailler en atelier dans **deux bâtiments/ateliers (290 local 10 et 289 local 7a)** : une sorbonne avec armoire pour chaque local.

Ces **deux locaux/ateliers** répondent aux conditions suivantes :

- Plage de température : $20^{\circ}\text{C} \pm 5^{\circ}\text{C}$ (pièce climatisée) pour le bat 289 et $20^{\circ}\text{C} \pm 10^{\circ}\text{C}$ pour le bat 290,
- Humidité relative : $50\% \pm 30\%$.
- Contrainte alimentation électrique : l'alimentation électrique disponible est de type réseau en **régime TNS pour le bat 289 et IT neutre pour le bat 290**, distribué 220/380V.
- Contrainte d'extraction/évacuation (selon plans fournis dans l'appel d'offre) :
 - **Ventilateur déporté dans local technique et évacuation en toiture pour le bâtiment 289,**
 - **Ventilateur et extraction en façade pour le bâtiment 290.**

Les produits employés dans les deux sorbonnes sont les mêmes, du type résines, colles, mastics PR et autres produits non dangereux, ni explosifs.

2. DOCUMENTS GENERAUX ET TERMINOLOGIE

2.1- DOCUMENTS GENERAUX

Les documents de référence à appliquer sont :

- Code du travail (application des règles techniques de la 4^{ème} partie).
- Code de l'environnement – Livre V – Titre I parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires).
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et génie civil effectuées dans un organisme du ministère de la défense.
- Arrêté d'autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et d'installations, ouvrages, travaux ou activité sur l'eau (IOTA) sur le territoire des communes de Cuers et Pierrefeu-du-Var du 5 janvier 2009 et prescriptions techniques particulières version 6 du 12 décembre 2012.
- Directives de la communauté européenne (directives CE) applicables à la fourniture.
- Directive 2014/35/UE Matériel Electrique Basse Tension.
- Directive 2014/30/UE Compatibilité Electromagnétique.
- Directive 2011/65/UE sur la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses (RoHS).

- Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- NF EN 14175 partiel 1 à 6.
- NF X 15-206 (Sorbonnes de laboratoire – Seuil de confinement et de vitesse).
- EN 13501-1 (Test de résistance au feu).
- EN 14470-1 (résistance à l'incendie des armoires de stockage).
- NF ISO 3864 (Signaux et marquages de sécurité sur les lieux de travail).
- Directive européenne 92/58/CEE (Prescriptions minimales pour la signalisation de sécurité et/ou de santé au travail)
- NF EN ISO 9001 : système de management de la qualité.
- ISO 45001 : système de management de la santé et sécurité au travail.
- ISO 14001 : système de management de l'environnement.

2.2- TERMINOLOGIE

AIA-CP	Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
CARMP	Certificat d'Analyse des Risques et Mesures Prises
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques et Particulières
CVPO	Contrôles et Vérification Périodiques Obligatoires
DMR	Département Maîtrise des Risques
DRC	Division Radômes et Composites
EPC	Equipement de Protection Collective
EPI	Equipement de Protection Individuelle
HSCT	Hygiène Sécurité et Conditions de Travail
ICP	Inspection Commune Prélabale
RSC	Responsable de Suivi de Contrat
RT-AIA	Responsable Technique de l'AIA-CP
SMSST	Système de Management de la Santé et Sécurité au Travail
SME	Système de Management de l'Environnement
SST	Santé et Sécurité au Travail

3. EXPRESSION DU BESOIN

3.1- Exigences fonctionnelles

La prestation devra comprendre la livraison et installation sur le site de l'AIA-CP d'une sorbonne et de son armoire de sécurité pour chacun des deux ateliers. L'installation intégrera le raccordement électrique et la réalisation des extractions. L'ensemble des travaux nécessaires à l'installation dans le respect des normes référencées doit être inclus dans la prestation (précisions en §3.3).

Les plans des infrastructures seront fournis par l'AIA-CP dans l'appel d'offre.

3.1.1- Spécifications techniques

Chaque sorbonne devra obligatoirement répondre au minimum aux exigences suivantes :

- alimentation en 220/230V – 50Hz
- conforme aux normes NF EN 14175-6 et NF X 15-206
- dimensions intérieures (largeur entre 1m et 1,25m - profondeur entre 0,7m et 0,8m)
- classe 2 conçue pour résister aux projections de liquides
- équipée au minimum de 3 prises de courant 220v 10/16 A
- système d'aspiration des vapeurs lourdes en partie basse et des vapeurs légères en partie haute relié à l'extérieur
- système d'avertissement automatique en cas de défaillance de la ventilation (article R 4222-13)
- glace avant éclipable en verre de sécurité monté sur cadre métallique avec poignée
- dispositif de blocage de la glace à 40 cm +/- 5cm du plan de travail avec déverrouillage manuel et alarme de levée de glace
- éclairage LED intérieur, placé en dehors du circuit des gaz permettant un éclairage de 300 lux minimum du plan de travail
- système de contrôle et régulation de la vitesse d'aspiration dans la sorbonne. Fermé = bas débit, ouvert (quelle que soit la hauteur de la vitre) = haut débit
- plan de travail en dalle de revêtement anti-acide type grès étiré à maximum 1m de haut sans équipement

L'armoire de sécurité ventilée sous la sorbonne devra répondre aux exigences suivantes :

- alimentation en 220/230V – 50Hz
- ses dimensions extérieures doivent permettre son intégration sous la sorbonne
- Prévu pour le stockage de produits inflammables et toxiques
- Bac de rétention en bas de l'armoire
- Fermeture des portes à clé
- Système d'aspiration relié à l'extérieur
- Conforme à la norme EN 14470-1 classe 90
- Pictogrammes normalisés conformes aux normes ISO 3864 et NF X08.003 et à la directive européenne 92/58/CEE
- Contrôle de la température à l'intérieur de l'armoire via un thermomètre déporté

L'encombrement au sol ne devra pas dépasser 1,80 x 1,10 x 2,50 m.

3.1.2- Formation des utilisateurs

Le titulaire devra réaliser une présentation à l'utilisation du matériel, au personnel (groupe de 4 à 6 personnes).

3.2- Sûreté de fonctionnement

SO

3.3- Exigences particulières

L'extraction de la sorbonne et de l'armoire sous sorbonne sera installée par le titulaire en accord avec les précisions mentionnées au §1.2.

L'extraction devra être dirigée vers le haut du bâtiment. Les gaines/tuyauteries seront fournies par le titulaire et reliées à la sorbonne et à l'armoire sous sorbonne par le titulaire. La liaison à l'extérieur est à la charge du titulaire y compris le carottage du mur **pour le bat 290** (bardage métallique), le passage du tube dans le mur et l'étanchéité du mur.

Pour le bat 289, le titulaire devra réaliser une extraction vers un local technique à proximité, d'où sera mené son acheminement en toiture.

3.3.1- Exigences liées au site

La zone d'intervention est limitée aux bâtiments AC289 et AC290.

- L'AIA-CP a le statut de zone protégée, l'accès y est donc subordonné à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté pour toute personne devant intervenir sur le site. L'AIA-CP refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à cette enquête.

Nota : Nous attirons l'attention sur les délais de réponse de l'enquête administrative. Aussi, les formulaires de demande de contrôle devront être communiqués au plus-tôt.

- L'AIA-CP est ouvert de 7h25 à 15h50 du lundi au vendredi inclus, sauf certains jours programmés tout au long de l'année.

Toute demande de dérogation sera effectuée via le RT-AIA, dans la limite de l'amplitude horaire comprise entre 5h15 et 17h50.

- Les informations transmises (sous format papier ou numérique) par l'AIA-CP doivent être considérées comme sensibles ; plus particulièrement si elles portent les mentions de confidentialités spécifiques (Confidentiel Industrie, Technologie ou Commercial).

Aussi, afin d'éviter tout impair, il est demandé de prendre conseils auprès de son contact AIA-CP avant de communiquer des éléments à des tiers.

Le titulaire devra préciser la puissance électrique et le type d'alimentation de la fourniture.

3.3.2- Exigences SST et ENV

L'atelier industriel de l'aéronautique de Cuers Pierrefeu (AIA-CP) est certifié selon la norme ISO 45001 relative au système de management de la santé et sécurité au travail (SMSST), et selon la norme ISO 14001 relative au système de management de l'environnement (SME), en conséquence il nous importe de maîtriser les risques professionnels et de limiter les impacts environnementaux liés aux activités réalisées par votre entreprise dans le cadre du contrat qui nous lie.

L'AIA-CP attire l'attention du titulaire sur l'obligation de respect du code du travail et du code de l'environnement, et de s'en assurer également auprès de ses fournisseurs et ses entreprises sous-traitantes.

Dans le cadre de ce partenariat, l'AIA-CP pourrait être amené à solliciter le titulaire pour apprécier les moyens qu'il déploiera dans ces domaines.

Les mesures afin de prévenir les risques durant la mise hors service et la mise au rebut de la machine à la fin de sa durée de vie sont celles qui peuvent être prises par le fabricant de la machine :

- le marquage des pièces contenant des substances dangereuses de façon adéquate et indélébile ;
- la garantie que les substances dangereuses contenues dans les machines puissent être évacuées en toute sécurité ;
- la garantie que toute énergie stockée puisse être dissipée de manière sûre lorsque la machine est mise hors service afin d'éviter tout danger durant la mise au rebut.

- Intervention entreprise extérieure

La place déterminante de l'organisme utilisateur (AIA CP) n'a pas pour effet de décharger les entreprises extérieures de leurs propres obligations en matière de santé et de sécurité au travail.

Ainsi, chaque entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection des travailleurs qu'elle emploie (art. R. 4511-6 du code du travail).

Elle s'engage au respect des mêmes exigences auprès de ses sous-traitants éventuels ainsi que des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

- **Inspection commune préalable (ICP)**

Avant toute prestation ou travaux, le représentant du maître d'ouvrage ou, le cas échéant, du responsable de suivi de contrat (RSC) ou du responsable technique de l'AIA-CP (RTAIA) procèdera avec le ou les chefs des entreprises extérieures (EE) et leurs sous-traitants à une inspection commune préalable des lieux de travail (ICP) afin, d'une part, de déterminer l'existence et la nature des risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et les matériels et, d'autre part, d'établir les mesures de prévention résultant de cette analyse.

Cette évaluation des risques conjointe avec le DMR et le correspondant SSSTE de la division/département permettra de définir le document de prévention adéquat à l'opération/prestation du titulaire (plan de prévention, CARMP, protocole de sécurité...).

L'ICP déclenchée par le bénéficiaire est obligatoire.

Le délai recommandé de prévenance d'une inspection commune préalable est d'une semaine, et quel que soit l'éloignement géographique de l'entreprise titulaire, celui-ci ne peut s'y soustraire

Il est rappelé que les chefs des entreprises extérieures, y compris les sous-traitants, ne sauraient se soustraire à cette inspection au motif, par exemple, que le chef de l'EE connaît déjà les lieux pour y être précédemment intervenu.

- **Transmission des informations aux travailleurs**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-15 du code du travail, avant le début de la prestation ou travaux sur le lieu même de leur exécution, le chef de l'entreprise extérieure fait connaître à l'ensemble des travailleurs qu'il affecte à ces travaux les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures de prévention prises.

Le titulaire s'engage également à transmettre aux agents intervenants l'organisation relative :

- à la remontée d'information en cas de défaillance d'un moyen de protection ou de génération d'interférence avec les activités de l'AIA-CP ;
- aux premiers secours et à la conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre.

Un exemplaire du document de prévention final est visé par tous les acteurs identifiés puis remis à chaque entreprise extérieure concernée par l'opération, y compris les sous-traitants.

- **Qualifications/ Habilitations techniques des personnels**

L'entreprise extérieure titulaire fait effectuer les travaux par du personnel formé, qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire adaptée, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation relative à la lutte contre le travail illégal.

- **Incidents /Accidents de travail**

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA CP tout incident/accident touchant son personnel ou sous-traitant et survenant sur l'emprise de l'EAAN Cuers ou, le cas échéant, de l'antenne DSO du SIAé sur le site de la BAN d'Hyères ;

Outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le donneur d'ordre dont il relève (responsable de suivi de contrat ou responsable technique de l'AIA-CP).

- **Matériel et équipements de travail utilisés (EPC/EPI)**

Les équipements de travail, outillages, équipements de protection individuels (EPI) ou collectifs (EPC), véhicules, machines, installations techniques utilisés par l'entreprise extérieure doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et être entretenus selon des modalités définies par la réglementation.

Pour ne pas exposer les personnes à un risque pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, chaque entreprise extérieure utilisera ses propres matériels/équipements en adéquation avec les opérations à réaliser, conformes et à jour de ses contrôles, y compris les sous-traitants.

- **Sécurisation de chantier :**

Afin de sécuriser les zones de travaux d'éventuelles interférences avec des tiers, le titulaire doit **délimiter** et **signaler** à sa charge les abords des lieux.

Le périmètre de sécurité sera défini conjointement avec le RTAIA et le DMR.

En extérieur : clôture temporaire avec des barrières rigides stables au vent (type Héras) + signalisation réglementaire par affichage.

En intérieur : à définir lors de la rédaction du document de prévention (possibilité de simple rubalise ou confinement complet d'une zone de travail)

- **Transport, chargement et déchargement**

Le transport, le déchargement et la mise en service de la fourniture sont à la charge du titulaire, y compris les moyens de levage et de manutention, ainsi que les éléments nécessaires à la mise en œuvre : outillage, moyen d'accès, moyen d'usinage.

Les moyens de levage et de manutentions qui seront introduits sur le site devront être conformes à la réglementation en vigueur les concernant et avoir subi les épreuves et vérifications périodiques auxquelles ils sont assujettis.

Le titulaire est responsable du matériel jusqu'à sa réception ou admission par l'AIA-CP.

Pour le montage de l'installation, le titulaire devra définir, en accord avec le RTAIA le périmètre de la zone d'installation. Ce périmètre devra tenir compte des équipements environnants et de l'espace nécessaire à l'évolution des intervenants.

- **Travailleur isolé**

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel et sous-traitant ne soient pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIA-CP et, le cas échéant, à l'antenne du SIAé implantée sur la BAN de Hyères (heures ouvrables et non ouvrables).

- **Zones à risques classées**

Dans les zones de l'établissement classées en zone ATEX, les opérateurs doivent être sensibilisés au risque ATEX (identification et classification réalisées lors de l'élaboration du document de prévention ad hoc).

Dans ces zones à risques, il est interdit d'utiliser des matériels et outillages générateurs d'étincelles ou non antidéflagrants.

- **Réalisation des diagnostics techniques obligatoires avant travaux**

Selon le cas, des diagnostics techniques réglementaires et obligatoires peuvent être demandés (*ex : amiante, plomb, HAP, etc.*).

Ils doivent être réalisés préalablement à la réalisation des opérations.

- **Formation spécifique et adaptée des opérateurs**

Réglementairement, toute personne qui intervient sur une installation ou un équipement de travail ou l'utilise, doit recevoir une formation spécifique et adaptée pour assimiler son fonctionnement nominal et les risques liés à son usage.

Les futurs utilisateurs bénéficiaires des installations (machines, infrastructures, etc.) recevront une formation appropriée garantissant qu'ils ont les compétences nécessaires pour l'utiliser en toute sécurité.

Outre les compétences, les connaissances et l'expérience acquise, ils devront parfois détenir des qualifications formelles prévues par la réglementation.

- **Respect de l'environnement**

Les obligations en matière de protection de l'environnement sont indépendantes du type de coordination.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter :

- Le tri des déchets* (aucun dépôt sauvage n'est accepté) ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau ;
- Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA-CP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement, à la faune ou la flore du site, liées ou non à sa prestation.

* Le cas échéant : Pour tous déchets résultant de sa prestation (gravats, ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux etc.) le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par l'AIA-CP et **devra renseigner l'application Trackdéchets pour l'établissement des bordereaux de suivi de déchets. L'AIA CP est identifié sous le numéro SIRET : 15000028900127. Tout BSD sera signé par la section environnement du DMR.**

3.3.2.1- Exigences relatives aux protections des infrastructures

Code du travail : articles R 4212-1 à -7 fixant les règles auxquelles doivent se conformer les maîtres d'ouvrage entreprenant l'aménagement de bâtiment destiné à l'exercice d'une activité industrielle, (décret n° 84-1094), ainsi que des commentaires techniques des deux décrets rassemblés dans une circulaire.

3.3.2.2- Exigences relatives aux nuisances

Tous les travaux doivent se faire en respectant l'activité du Bureau d'Etudes et les règles d'HSCT.

3.3.2.3- Exigences environnementales

Les sorbonnes extractives rejettent l'air pollué vers l'extérieur, dirigé vers le haut du bâtiment. Le rejet de l'air extrait doit impérativement se faire loin des entrées d'air frais du bâtiment ou de tout autre bâtiment, de façon à ne pas réintroduire d'air vicié.

3.3.2.4- Exigences relatives à l'incendie

Risque incendie et explosion :

La génération d'une atmosphère explosible est envisageable dans la sorbonne, notamment en cas d'utilisation de gaz inflammable ou de rupture d'un récipient contenant des substances inflammables. Il conviendra de s'assurer, en fonction de la nature et des quantités de produits pouvant être dégagés et des débits de ventilation mis en œuvre, que l'intérieur de la sorbonne n'est pas susceptible d'être classé en zone à risque d'explosion (ATEX) et, dans le cas contraire, d'y installer des équipements de catégorie adaptée à ce classement.

Comme précisé plus haut, on notera également que l'exigence d'une alarme visuelle et sonore en cas de défaillance de l'extraction va dans le sens d'une protection accrue; à l'inverse, la réduction de débit d'air, temporaire pour les sorbonnes à débit variable ou permanente pour certaines sorbonnes à air auxiliaire, accroît le risque de formation d'une atmosphère explosive.

3.3.2.5- Exigences relatives au niveau sonore

Le niveau de pression acoustique lié au fonctionnement de la sorbonne doit être inférieur à 55 dBA. La mesure se fait selon la norme EN ISO 1124 à 25 cm en dehors du plan d'ouverture et à une hauteur de 1,6 m du sol.

3.4- Clauses définissant les contraintes techniques

3.4.1- Exigences concernant la conception et la réalisation

Le titulaire doit intégrer les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.

Les solutions et choix technologiques ne sont pas imposés, ils sont à l'initiative du titulaire qui doit les justifier pour garantir les exigences du présent CCTP.

3.4.2- Exigences concernant la documentation

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, le titulaire doit en fournir la déclaration de conformité.

Tous les documents livrés par le fournisseur dans le cadre du présent cahier des charges doivent être rédigés en langue française.

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

3.4.3- Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation

Pour l'installation et la vérification sur le site de la fourniture, l'AIA-CP met à la disposition du titulaire, sous la responsabilité de ce dernier, les ressources existantes dans l'atelier.

3.4.4- Performance de sécurité de l'information

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer des informations sur l'activité du service et de l'AIA-CP en général, qui seraient de nature à nuire à l'établissement.

3.4.5- Exigences concernant le champ d'action de la prestation

L'atelier dans lequel doit intervenir le titulaire comporte des éléments confidentiels. Il est interdit au titulaire de circuler dans le bâtiment 289 et 290 hors des zones qui lui sont assignées et non accompagné.

3.5- Exigences d'assurance de résultats

3.5.1- Exigences de qualification de réalisation de la prestation

La qualification de la prestation est prononcée par le RSC après la réalisation de la mise en service et le contrôle de la complète conformité avec le présent CCTP.

3.5.2- Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception du produit

Pour les produits qui rentrent dans le champ d'application des directives CE, leur acceptation est soumise à la fourniture de la déclaration de conformité CE par le titulaire.

La réception est prononcée par le Chef de Division DRC, après validation par le Responsable Technique/AIA des points suivants :

- la vérification que la nature de la prestation et les objectifs de résultats sont conformes aux exigences du présent CCTP,
- la fourniture de la documentation définie au § 6.

3.6- Conditionnement et transport

Le conditionnement, le transport et la manutention sont à la charge du titulaire.

Le produit livré par le fournisseur est emballé, transporté et livré de façon à être protégé contre toutes dégradations extérieures (chocs, humidité, poussière etc.).

Le déchargement, le déballage et les travaux de raccordement/extraction dans les deux ateliers seront réalisés sous la responsabilité du fournisseur en présence d'un représentant de l'AIA-CP, jusqu'à la mise en service de la machine.

L'opération de déchargement ainsi que les opérations de travaux en matière d'infra/raccordement de l'extraction feront l'objet d'un document écrit, appelé « protocole de sécurité », qui remplace le plan de prévention.

Ce protocole comprend les informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération ainsi que les mesures de prévention et de sécurité à observer à chacune des phases de sa réalisation (art. R. 4515-4 et R. 4515-5 du Code du travail).

Le protocole doit être établi préalablement à la réalisation de l'opération et dans le cadre d'un échange entre les différents employeurs intéressés.

Les dispositions relatives au protocole de sécurité dérogent à celles relatives à l'inspection commune préalable. Dès lors, pour les opérations de chargement ou de déchargement, l'échange d'information n'implique pas de visite commune préalable nécessitant la présence physique et simultanée des différents employeurs (art. R. 4515-8 du Code du travail).

3.7- Conditions de garantie

Le Titulaire s'engage à garantir le bon fonctionnement du matériel pendant une durée de 24 mois minimum à compter de la date de réception, dans les conditions du CCAP.

Le délai d'intervention au titre de la garantie est fixé à 7 jours ouvrés suivant la demande de l'AIA-CP (appel téléphonique confirmé par mail).

Le délai de remise en état du matériel sous garantie sera fixé, dans chaque cas particulier, par l'AIA-CP après consultation du Titulaire, dans une limite maximum de 15 jours. Ce délai reportera d'autant la période de garantie.

La garantie comprend les pièces, la main d'œuvre, et les déplacements du Titulaire, ainsi que les frais et risques de port dans le cas où le retour dans les ateliers du Titulaire s'avérerait nécessaire.

Les maintenances (préventive, métrologie et CVPO) pendant la période de garantie sont également à la charge du titulaire.

4. EXIGENCES DE MANAGEMENT

4.1- Exigences relatives à la structuration de la prestation

4.1.1- Management / organisation de la prestation

SO.

4.1.2- Gestion de la configuration

Toute modification sur matériel, logiciel ou document envisagée par le titulaire doit être soumise à l'acheteur concerné du Département Achat de l'AIA-CP.

4.1.3- Protection de la prestation

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte des renseignements relatifs à l'utilisation ou à la technologie des machines ou à l'activité de l'AIA-CP en général, sans autorisation écrite de l'AIA-CP.

4.2- Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances

Le titulaire devra démontrer que la sorbonne répond aux spécifications constructeurs et est en conformité avec les normes NF EN 14175 partie 3, 4 et 6 et NF X 15-206 en fournissant le certificat de conformité.

4.3- Système de management de la qualité

Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

5. EXIGENCES D'ASSURANCE DE LA QUALITE

5.1- Responsabilités, planification, communication

SO.

5.2- Management des ressources

5.2.1-Ressources humaines

Le personnel du titulaire, employé sur cette affaire, doit être expérimenté, instruit des techniques de mises en œuvre, et avoir une approche professionnelle du travail.

5.2.2- Maîtrise des autres ressources

Le titulaire doit s'assurer qu'il détient lors de l'exécution du contrat, tous les moyens (équipements, outillages, instruments de contrôle, consommables, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation, à sa conformité aux clauses du marché, et à l'obtention des performances requises par les critères de réception.

5.3- Réalisation du produit

5.3.1- Maîtrise des achats et des sous-contractants

Les clauses d'assurance qualité doivent être répercutées par le titulaire à ses fournisseurs ou sous-traitants.

5.3.2- Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client

Le marquage et l'étiquetage doivent être conformes à l'article 11 de l'EN 14175-2:2003, et comprendre le nom du fabricant de la Sorbonne et celui du fabricant du système à débit d'air variable, s'ils sont différents. Le cas échéant, des exigences de marquage résultant de la directive machines doivent être observées.

5.3.3- Maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure

Les ECME utilisés par le titulaire dans le cadre des opérations de contrôle et d'essais de la fourniture doivent être à jour de la conformité métrologique.

5.4- Mesures, analyse et amélioration

5.4.1- Surveillance et mesures

Le suivi des travaux est assuré par le RT-AIA. Il surveille en particulier le respect des règles relatives à l'HSCT.

5.4.2- Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

Toute non-conformité détectée au cours des essais doit faire l'objet d'action corrective ou en cas d'impossibilité donner lieu à l'établissement d'une demande de dérogation adressée à l'acheteur concerné du Département Achats de l'AIA-CP.

6. DOCUMENTATION

Le titulaire doit fournir à l'AIA-CP, les documents requis sur support papier en deux exemplaires et sur support informatique au format Word ou PDF. Toute la documentation doit être datée et indicée afin de tracer les éventuelles évolutions et mises à jour.

Le titulaire doit fournir :

- Le manuel d'utilisation (Français) ;
- Le certificat de conformité établi par un organisme agréé après mesure des performances d'extraction de la sorbonne, en accord avec la norme NF X 15-206 ;
- L'attestation de garantie ;
- Les déclarations CE de conformité ;
- Déclaration de conformité aux normes en vigueur et au présent CCTP ;
- Le manuel de maintenance avec les consignes particulières relatives à la sécurité des personnes lors d'intervention et périodicités de maintenance ;
- La liste des pannes courantes avec les solutions de maintenance.